



Approuvée par la conférence des membres du PS Migrant-e-s du 18 mai 2019

**Construisons une société inclusive,
réalisons le potentiel des femmes* migrantes !**

Les réalités des femmes* migrantes sont des plus hétérogènes : elles mènent des activités multiples, ont de nombreuses qualifications et compétences et apportent avec elles les expériences les plus diverses. Cependant, elles ne peuvent souvent pas réaliser leur plein potentiel et se voient confrontées à une double discrimination. En tant que migrantes et en tant que femmes*, elles sont moins prises au sérieux et ont moins de chance de se faire entendre. L'accès au travail, à l'éducation et à la politique n'est pas suffisant. Lorsqu'on parle d'une société inclusive, les femmes* migrantes sont souvent oubliées, ou alors dépeintes comme passives.

Pour beaucoup, cela crée le sentiment d'être invisible et inaudible. Le ressenti que « les gens parlent de nous, mais pas avec nous », est courant chez les femmes* migrantes en Suisse. Il est ainsi d'autant plus important pour le PS Migrant-e-s de leur donner une voix politique forte et de placer leur dignité, leur potentiel et leurs droits au centre du débat: indépendamment de leur situation préalable, toutes les femmes* migrantes ont un potentiel qui doit être considéré et qu'elles veulent pouvoir développer.

Les femmes* migrantes se retrouvent dans des circonstances de vie que généralement les hommes migrants ne partagent pas, à l'instar d'une mère ou femme au foyer, qui a généralement moins de chances d'apprendre la langue et de s'intégrer dans la société suisse, alors même que la connaissance de la langue est souvent plus importante pour les femmes migrantes que pour les migrants. En effet, les femmes sont souvent responsables des bonnes relations avec l'école de leurs enfants, et sont souvent employées dans des professions qui exigent une connaissance particulièrement bonne de la langue locale (à l'exception peut-être du secteur du nettoyage). Mais encore, les domaines de travail dans lesquels les femmes* migrantes sont surreprésentées présentent souvent des conditions de travail particulièrement précaires. Elles sont alors les premières à être licenciées. Et, quelles que soient leurs activités professionnelles, elles restent sous-représentées dans l'espace public.

Par conséquent, le PS Migrant-e-s exige :

1. De la protection contre la discrimination à l'action positive

- Reconnaissance de l'égalité de dignité et de droits, indépendamment de l'origine, du sexe ou du statut de résidence : La participation aux droits humains est indivisible.
- Statut de séjour indépendant des femmes* migrantes en Suisse : Le droit de séjour ne doit plus être lié à celui de leur partenaire.
- Soutien ciblé : La protection contre la discrimination en Suisse est insuffisante et doit être considérablement renforcée. Cependant, l'égalité de traitement ne suffit pas. Au contraire, l'objectif de l'égalité des genres au sein de la population migrante ne peut être atteint que si des programmes de soutien ciblés sont également lancés. Ce n'est qu'ainsi que les femmes* migrantes auront des chances égales et des droits égaux dans le travail, l'éducation et la politique.

2. La visibilité politique et sociale et la participation des femmes migrantes

- Une voix forte des femmes* migrantes à tous les rassemblements et événements publics : Afin que les femmes* au sein de la population migrante puissent prendre leur juste place dans l'espace public, les comités d'organisation doivent garantir que les femmes* migrantes aient droit à la parole partout où l'on discute de politique.
- Pas de liste électorale sans femme* migrante : La proportion de femmes* issues de l'immigration dans notre population résidente est d'environ un quart. Une représentation adéquate des femmes* migrantes sur toutes les listes électorales doit être l'objectif à atteindre, ce qui nécessite des programmes de soutien ciblés.

- Programmes de mentorat pour les femmes* migrantes : L'accès à la politique n'est pas facile pour les personnes issues de l'immigration. Les femmes* migrantes sont particulièrement sous-représentées. Les programmes de mentorat ciblés sont un moyen efficace d'accroître leur présence.
- Favoriser les rencontres entre migrant-e-s et autochtones : La « Bibliothèque vivante » (Living Library) est une bibliothèque dont les livres sont des êtres humains. Les « livres vivants » racontent leur vie et leurs expériences en une demi-heure environ et permettent ainsi d'engager un dialogue direct avec les gens sur des sujets tels que l'immigration, la xénophobie, le sexisme et la violence. Cela vaut également pour les projets dans le cadre desquels les migrant-e-s rencontrent des personnes âgées et les soutiennent dans leur travail quotidien, ou des associations dans lesquelles les gens jouent au jass, cuisinent et mangent ensemble – les possibilités sont multiples.

3. La pleine participation des femmes* migrantes à l'éducation et au travail

- Cours de langue mère-enfant : Chaque communauté et chaque quartier a besoin de programmes qui permettent aux femmes* migrantes d'emmener leurs enfants avec elles lorsqu'elles apprennent la langue locale : que ce soit dans le centre du quartier, dans le parc ou après le travail. L'apprentissage de la langue sur un plan personnel offre l'indépendance et améliore l'estime de soi.
- Créer l'accès à l'apprentissage : A Bâle, AMIE soutient et accompagne les jeunes mamans afin qu'elles puissent trouver une façon de concilier maternité et travail. Pendant un an, elles se préparent à leur entrée dans la vie professionnelle et à leur vie professionnelle quotidienne en tant que mères ayant des responsabilités familiales. Ce programme a fait ses preuves et mérite d'être imité dans d'autres villes et communautés.
- Encourager les femmes* migrantes à créer leur propre entreprise : Il en va de même pour le programme Crescenda, le premier centre de création d'entreprises pour les femmes* migrantes. Son objectif est d'accompagner les femmes* issues de l'immigration vers une indépendance professionnelle et sociale durable. Crescenda organise chaque année des programmes de formation et de perfectionnement et promeut l'autonomisation et l'auto-efficacité des femmes* – avec grand succès !
- Développer le dialogue entre les mères et l'école : Le contact direct entre les enseignant-e-s, les autorités scolaires et les femmes* migrantes est indispensable pour briser les préjugés et promouvoir la compréhension mutuelle. Les écoles doivent remplir activement leur devoir d'information.
- Les bureaux d'intégration doivent être davantage sensibilisés aux femmes* migrantes : La situation particulière des femmes* dans la population migrante doit également être davantage considérée et reconnue par les bureaux d'intégration de l'État.
- Réaliser la diversité dans les ORP et dans toutes les autres autorités : Les femmes* migrantes doivent être représentées de manière adéquate dans le cercle des employé-e-s des centres d'emploi ORP ainsi que par toutes les autres autorités en contact direct avec les femmes* migrantes et dans le système de santé, afin que leurs diverses expériences et compétences linguistiques puissent y être appliquées. Là où cela n'a pas encore été mis en œuvre, le nombre d'interprètes féminines doit être considérablement augmenté.
- Reconnaissance et validation des diplômes : Souvent, une personne ayant obtenu un diplôme dans son pays d'origine ne parvient pas à le faire valoir en Suisse. Il faut des programmes de mentorat ciblés, un accompagnement professionnel et des possibilités de stages afin que les compétences professionnelles précédemment acquises puissent être reconnues et utilisées dans les exigences spécifiques du monde du travail en Suisse.
- Processus de recrutement dépersonnalisés : De nouvelles procédures de demande d'emploi sont nécessaires, dans lesquelles les noms et les photos ne sont pas divulgués afin d'éviter la discrimination fondée sur les noms et les apparences.
- Introduction d'un quota d'au moins une migrante à un entretien : Pour chaque poste ouvert – à commencer par les entreprises étatiques ou liées à la Confédération – au moins une migrante doit être invitée à un entretien ; ses capacités et son potentiel sont en effet trop souvent trop peu reconnus.